

SECTEUR DE LA SANTÉ

La fin de l'impunité ?

La fin de l'impunité a-t-elle sonné dans le secteur de la santé ? Abdelmalek Boudiaf veut assainir son secteur des mauvaises pratiques et déclare la guerre contre les établissements qui ne se conforment pas aux normes. Des sanctions sont déjà tombées contre des cliniques privées et des officines. Les établissements de santé publique seront désormais évalués annuellement et le personnel qui n'accepte pas les règles est invité à partir. Ce soubresaut pour changer les choses émane d'une vraie volonté politique ou s'agit-il d'une simple agitation médiatique ?

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le ministre de la Santé compte-t-il réussir un divorce avec les anciennes habitudes qui gangrènent le secteur de la santé.

L'impunité, le laisser-aller, l'anarchie... les maux sont multiples. Devant un diagnostic si critique, le ministre de la Santé a visiblement décidé de prendre le taureau par les cornes. C'est le 30 juin dernier que le département de Boudiaf a rendu public un communiqué sur les premiers résultats de l'opération inopinée d'inspection des différents établissements privés activant dans le secteur de la santé.

Plusieurs cliniques et officines ont été fermées sur le territoire national pour non-respect au règlement. Lundi, ce sont aussi vingt autres décisions de fermeture qui ont été prononcées envers deux établissements hospitaliers privés, un centre de procréation médicale, cinq centres de diagnostic et douze cabinets de spécialistes, dans la wilaya d'Alger. Le communiqué du ministère de la Santé évoque aussi 45 mises en demeure plus avertissements et convocation des directeurs techniques concernés pour notamment 12 établissements hospitaliers privés, 2 centres de procréation médicale, 5 centres de diagnostic, 19 cabinets de spécialistes et 7 centres d'hémodialyse.

Il y a eu aussi 10 blâmes inscrits au dossier pour 10 cabinets de spécialistes. Concernant les 122 officines pharmaceutiques inspectées, précise le même communiqué, 98 avertissements ont été donnés pour absence irrégulière du pharmacien titulaire d'officine «qui sont tous convoqués».

L'extension des activités sans autorisation et la transformation des structures sans respect des normes parallèlement à l'absentéisme des pharmaciens, le remplacement sans autorisation, la non-déclaration du personnel et l'emploi de praticiens médicaux sans autorisation, sont les principales infractions relevées qui justifient ces sanctions.

La guerre que mène Abdelmalek Boudiaf contre le non-respect des normes et de la réglementation se poursuit. Son département annonce une nouvelle liste de sanctions. Mercredi passé, un autre cabinet de cardiologie à Kouba, Alger, a reçu une décision de fermeture définitive pour un remplacement illégal. Les inspecteurs du ministère de la Santé sont en train d'inspecter les établissements privés wilaya par wilaya pour mettre de l'ordre.

Le ministre de la Santé dit vouloir assurer davantage de fermeté dans les établissements de santé. Il a aussi annoncé la mise en place d'une nouvelle organisation visant à classer les établissements en fonction de la qualité des prestations offertes au citoyen et la prise en charge des malades.

Le ministre compte appliquer des sanctions contre tout personnel qui ne prend pas son travail au sérieux.

D'ailleurs, jeudi, il a mis fin aux fonctions du chef de service de gynécologie obstétrique de l'hôpital de Constantine, en sa qualité de chef de service pour manquement aux obligations professionnelles.

«Travaillez ou partez» a-t-il déjà dit à l'égard du corps médical. S'agit-il d'une vraie volonté politique ou de simple agitation médiatique ?

CONSEIL DE L'ORDRE NATIONAL DES MÉDECINS

«Cette bataille doit être menée avec l'ensemble des acteurs de la santé»

Bekkat Berkani, président du conseil de l'Ordre national des médecins, n'adhère pas complètement à la manière de faire du ministre de la Santé. Selon lui, les décisions de sanctions devaient être au préalable précédées par des avertissements. Cependant, commente ce médecin, «Abdelmalek Boudiaf a eu au moins le courage de s'attaquer aux problèmes et faire bouger les choses et nous ne pouvons pas lui dénier ce mérite».

Le président de l'ordre reconnaît que l'Algérie a pris du retard pour organiser le secteur mais ce n'est sûrement pas la faute à l'actuel ministre de la Santé. «Nous sommes devant une situation de cumul de plusieurs années et Boudiaf est en train d'identifier et de prendre à bras-le-corps les problèmes et prend des mesures de sanctions, ce qui est une nécessité» dit-il.

Bekkat propose, cependant, d'impliquer l'ensemble des acteurs du secteur dans cette bataille car «la santé est l'affaire de tous et la démarche doit être consensuelle car il y'a des habitudes qui ont été prises». «Le secteur a besoin d'un véritable sauvetage et d'une renaissance qui nécessite l'implication de tous les maillons de la chaîne qui doivent être mis devant leurs responsabilités», dit-il.

Pour être «efficace», l'intervenant propose, par exemple, des assemblées de médecins pour sortir avec de vraies solutions. Selon lui, le ministre n'a pas à faire confiance aux personnes de l'administration mais aux gens (médecins, paramédicaux et gestionnaires), qui sont au devant de la situation. Le docteur Bekkat propose de décentraliser les responsabilités et créer des conseils régionaux de la santé,



Boudiaf est bien décidé à prendre à bras-le-corps les problèmes de son secteur.

car, dit-il, ce n'est pas au ministre de courir à gauche et à droite pour identifier les problèmes mais c'est la tâche des responsables régionaux qui doivent rendre des comptes.

SYNDICAT NATIONAL DES PROFESSEURS ET DOCENTS :

«La démarche de la tutelle n'est pas la solution aux problèmes du secteur»

Le professeur Djidji, président du syndicat national des professeurs et docents est sceptique. Selon lui, «ce qui est en train de se faire n'est pas la solution aux problèmes posés». Le professeur estime que l'on est en train de donner l'impression aux gens que le problème du secteur sont les établissements privés. Un «amalgame» qu'il tient à clarifier. Le secteur privé, précise-t-il, représente 7% du parc du secteur de la santé mais il assure 70% des actes médicaux. Quant au secteur public, il représente 93% du parc du secteur et assure 30% des actes médicaux.

Les cliniques privées, selon lui, ne sont pas le mal qui ronge le secteur et toute cette «agitation et excitation n'est que de la poudre aux yeux et ne serviront pas à régler les problèmes du secteur».

Le professeur n'est pas contre les sanctions pour mettre de l'ordre mais c'est dans le cas où le gestionnaire, dit-il, n'a pas les mains liées. «Le gestionnaire n'a même pas le droit de recruter une femme de ménage, toutes les directives émanent du ministère de la Santé, sur quels critères voulons-nous l'évaluer ?», s'interroge-t-il. Le spécialiste trouve tout aussi contradictoire la décision d'interdiction faite au secteur

privé de faire appel aux paramédicaux du secteur public. «Les 500 cliniques privées existantes ne vont pas importer leur personnel ; qu'on leur donne l'alternative» s'insurge-t-il. Selon lui, «il y a eu des criminels qui ont décidé de la fermeture des écoles de formation paramédicale depuis une dizaine d'années et c'est pourquoi on accuse un grand déficit des paramédicaux que ce soit dans le privé ou dans le public. On prend des décisions qui ne sont pas applicables sur le terrain. Nous sommes pour l'application des lois et la réglementation mais il faut s'attaquer aux vrais problèmes. C'est bien de montrer qu'il n'y a plus d'impunité mais ça doit se faire dans la continuité et surtout trouver des solutions applicables», souligne le professeur Djidji.

SYNDICAT NATIONAL DES PRATICIENS DE SANTÉ PUBLIQUE (SNPSP) :

«Le corps médical n'est pas derrière la faillite du secteur»

Le Syndicat des praticiens de santé publique (SNPSP) semble vouloir croire à la bonne foi du ministre de la Santé. Le syndicat ne veut pas tuer dans l'œuf la bonne intention de Boudiaf et refuse de faire une lecture négative de sa démarche actuelle.

«Nous espérons que toute cette agitation n'est pas juste conjoncturelle, le secteur a besoin de l'ordre, que ce soit dans le privé ou dans le public et il n'est jamais trop tard pour faire les choses dans les normes. Nous avons attiré l'attention du ministère de tutelle depuis plusieurs années mais rien n'a été fait», a indiqué le docteur Merabet président du SNPSP. Les exemples similaires à la situation du service gynécologique de l'hôpital de Constantine, dit-il, sont nombreux et il fallait aller vers ce genre de sanctions.

Aujourd'hui, poursuit-il, les choses sont en train d'évoluer dans un climat de normalisation et de suivi rigoureux. Cependant, dénonce ce médecin généraliste, «nous n'acceptons pas que la faillite du secteur soit rattachée au corps médical et nous dénonçons cette image que nous voulons donner à l'opinion publique pour soigner l'image du secteur. Il y a beaucoup qui font bien leur travail et certains non, dans ce cas, il faut s'attaquer à la source du problème qui est l'activité complémentaire, autorisée par un arrêté qui date de 1990. Aujourd'hui, on a gelé seulement les nouvelles autorisations et le personnel qui active déjà n'a pas à s'inquiéter alors que le problème n'est pas résolu», dit-il.

S. A.



Photo : Samir Sid

Photo : Samir Sid